

L'irrésistible expansion de l'agriculture biologique

La part de l'alimentation bio, sans produits phytosanitaires ni OGM, a bondi de 20 % en 2016 et les surfaces cultivées en bio ont progressé de 16 %.

Le bio a le vent en poupe. Les chiffres publiés mardi 21 février par l'Agence Bio, qui qualifie l'année 2016 d'« historique », le prouvent. Selon le groupement d'intérêt public, la part de l'alimentation bio a bondi de 20 % en un an dans le panier du consommateur. Au total, les consommateurs de l'Hexagone ont déboursé 7 milliards d'euros pour s'offrir des produits labellisés sans produits phytosanitaires ni OGM. Au même moment, les candidats se bousculaient au portillon pour se convertir à cette agriculture respectueuse de l'environnement.

Selon l'Agence Bio, le nombre d'exploitants agricoles autorisés à accoler le sigle de la feuille verte sur leur production a progressé de 12 % en un an pour atteindre le nombre de 32 326. Mieux, la surface agricole engagée dans l'agriculture biologique a augmenté de 16 % en 2016 et totalise ainsi plus de 1,5 million d'hectares. Ce qui représente désormais 5,7 % de la surface agricole utile.

La crise qui a secoué ces deux dernières années des pans entiers de l'agriculture française explique en partie cet afflux de conversions. La chute du prix du lait et de la viande a convaincu nombre d'éleveurs de franchir le pas. La démarche concerne également les céréaliers, touchés eux aussi par des cours flageolants et par une dernière moisson plus que maigrelette. Tous souhaitent renouer avec des prix rémunérateurs, quitte à revoir de fond en comble leur modèle de production.

« Phénomène de voisinage »

Autre catalyseur de la dynamique : la structuration de filières. A l'exemple de Biolait. Constituée à l'origine par quelques éleveurs laitiers, la société collecte aujourd'hui le lait de 1 000 fermes réparties sur le territoire. Et un litre de lait bio sur trois produits en France passe

entre ses mains. La mise à disposition d'outils de stockage et de transformation dans le secteur des céréales donne maintenant l'élan dans les grandes cultures.

L'effet d'entraînement compte également. « Il y a un phénomène de voisinage. Quand un agriculteur se convertit au bio, ses voisins s'interrogent et sont tentés de suivre l'exemple », explique Florent Guhl, directeur de l'Agence Bio. D'ailleurs, les régions les plus dynamiques sont celles où l'agriculture bio est déjà la plus enracinée, à l'exemple de l'Occitanie. « A l'inverse, le Grand Est, hors Alsace, les Hauts-de-France et l'Île-de-France restent en retrait », analyse M. Guhl.

L'effet d'entraînement joue aussi son rôle dans le développement de la consommation. Selon les résultats d'un sondage commandé par l'Agence Bio, 7 Français sur 10 déclarent acheter régulièrement des produits bio. Avec, par ordre de préférence, les fruits et légumes, le lait et les produits laitiers, les œufs, l'épicerie puis la viande. A souligner que pour les deux tiers des personnes interrogées, la santé est l'argument prioritaire dans leur choix, devant les considérations environnementales. Ce bond de la vente des produits bio en France doit beaucoup à la ruée des grandes enseignes vers ce marché lucratif, mais aussi au développement des enseignes spécialisées comme Biocoop, La Vie Claire, Bio c' Bon... Cet appétit des Français a de quoi rassurer tous ceux qui pouvaient s'inquiéter des débouchés avec l'afflux des conversions agricoles.

Victime de son succès ?

Pour autant, tous les voyants sont-ils au vert pour l'agriculture bio en France ? Rien n'est moins sûr. L'inquiétude est grande dans les rangs des agriculteurs. En cause, le véritable casse-tête du versement des aides. « Qui veut casser la dynamique de l'agriculture bio française ? », s'interroge la Fédération nationale d'agriculture biologique et de régions de France (FNAB), dans un communiqué publié jeudi 16 février. Et d'expliquer que les aides à la conversion et au maintien, les deux formes de subsides qui soutiennent le secteur, dues pour les années 2015 et 2016, n'ont pas été versées. Soit deux années de retard. Des avances ont été distribuées, mais le flou est total. « Certains agriculteurs attendent 20 000 ou 30 000 euros d'aide et sont confrontés à des problèmes de trésorerie », explique Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB.

Deux phénomènes se conjuguent pour expliquer cette situation critique. En 2013, le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, faisait étalage de son engagement avec son plan Ambition bio 2017. A la clé, une augmentation de l'enveloppe globale passant de 90 à 160 millions d'euros par an. Mais ce coup de pouce n'anticipait pas l'engouement pour la conversion. Le montant s'avère insuffisant. L'agriculture bio victime de son succès ? En 2016, M. Le Foll a annoncé une rallonge de 50 millions d'euros, mais ces crédits ne sont pas destinés au bio en particulier. Autre complexité : depuis la nouvelle politique agricole commune (PAC) mise en pratique en 2015, les aides doivent être gérées conjointement par l'Etat et les régions. Les régions devant abonder les crédits européens. « Nous n'avons plus aucune visibilité. En 2015, nous estimons que 130 millions d'euros ont été versés aux agriculteurs bio, pour 2016, nous n'en savons rien », affirme Mme Pageot. Autre interrogation : M. Le Foll dévoilera-t-il un plan Ambition bio 2020 avant la fin de la mandature comme il s'y était engagé ? Le rendez-vous fixé initialement au Salon de l'agriculture, qui ouvre ses portes samedi 25 février, a été repoussé.

Lien Rapport :

http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/documents/5_Communication/Relations_Presse/dp_bio_barometre_val.pdf

Lien article : http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/02/21/l-irresistible-expansion-de-l-agriculture-biologique_5082848_3234.html